ENGAGÉ-ES POUR LA JUSTICE SOCIALE, L'ÉGALITÉ ET LE PROGRÈS SOCIAL POUR TOUTES ET TOUS

« Le Grand débat national lancé par le gouvernement ne devra pas servir d'alibi pour poursuivre sa politique libérale. »

La FSU porte, dans les mobilisations comme dans ses interventions quotidiennes, l'exigence de plus d'égalité, de justice et de progrès social pour toutes et tous. Elle s'engage au quotidien pour imposer des alternatives aux orientations libérales en cours.

Dans un contexte économique et social difficile, les mobilisations se poursuivent. Le gouvernement doit prendre la mesure du malaise qui s'exprime.

Elles expriment un réel problème de pouvoir d'achat, de conditions de vie mais aussi une angoisse face à l'avenir.

Le Grand débat national lancé par le gouvernement ne devra pas servir d'alibi pour poursuivre sa politique libérale. Citoyen-nes, élu-es, salarié-es et agent-es de la Fonction publique, retraité-es, jeunes… il est utile de débattre ensemble des revendications et propositions utiles à un avenir commun, plus juste, plus égalitaire et plus solidaire.

La FSU reste particulièrement préoccupée par les projets du gouvernement concernant l'avenir de la Fonction publique et de ses agent- es.

Permettre davantage d'égalité entre les citoyen-nes, cela passe nécessairement par :

- des mesures pour l'emploi, les salaires, les retraites, l'Éducation, la santé,
- une véritable justice fiscale,
- un renforcement des services publics sur l'ensemble du territoire,
- une transition écologique socialement juste.

La FSU continue à porter ses revendications qui vont dans le sens de l'intérêt général et du progrès social, à les faire vivre dans les débats, à les partager avec toutes et tous et à les défendre auprès du gouvernement.

MAL PAYÉ-E
MÉPRISÉ-E
PRÉCARISÉ-E
ASSEZ !

Améliorer le pouvoir d'achat !

Emmanuel Macron a promis avant son élection : « *Nous améliorerons le pouvoir d'achat de tous les travailleurs* ». L'heure est venue d'améliorer les salaires !

De nombreux salarié-es sont soumis à des dépenses contraintes qui pèsent de plus en plus sur des salaires bien trop faibles et stagnants. Les retraité-es voient leur niveau de retraite diminué. Quant aux agent-es de la Fonction publique, ils attendent aussi que leurs travail, qualifications et engagement professionnel soient réellement reconnus

En 10 années, ils ont perdu 10% de leur pouvoir d'achat. Et le gouvernement n'a, depuis son arrivée, pris que des mesures négatives : blocage de la valeur du point d'indice, rétablissement de la journée de carence, hausse de la retenue sur pension civile, CSG mal compensée, retenues pour maladie… tout cela dégrade encore le pouvoir d'achat et creuse un peu plus les inégalités. Et le gouvernement prévoit d'aller plus loin en développant les salaires au mérite, système inégalitaire puisque la revalorisation de quelques-uns se fait au détriment de tous les autres. De plus, les primes ne sont pas prises en compte dans le calcul du niveau des pensions.

Il est urgent, juste et possible, de revaloriser les salaires des plus de 5 millions d'agent-es de la Fonction publique qui, au quotidien, travaillent au service de l'intérêt général et font vivre des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire.

La FSU exige, avec 7 autres fédérations de fonctionnaires :

- des mesures générales et immédiates qui passent par la revalorisation du point d'indice et l'attribution d'un nombre de points d'indice uniforme pour toutes et tous,
- des mesures indiciaires sur le moyen et long terme comme l'intégration de l'indemnitaire dans l'indiciaire afin que cela soit pris compte dans le calcul du niveau des retraites,
- des mesures pour améliorer les déroulements de carrières, harmoniser encore davantage les grilles de rémunérations et mieux reconnaître les qualifications.

Signez massivement la pétition en ligne :
https://secure.avaaz.org/fr/community_petitions/Edouard_Philippe_Premier_ministre_Ameliorer_nos_salaires_je_signe/dashboard/

Climat : une urgence écologique

C'est une urgence pour la FSU qui appelle à une transformation du système de production et de consommation afin d'assurer l'avenir de nos sociétés. Mais cette transition écologique doit être juste socialement et l'occasion d'augmenter le bien être de toute la population. Cela nécessite la création massive d'emplois dans les secteurs nécessaires à cette transition pour accompagner la transformation de notre appareil de production et la création de nouvelles activités.

La FSU considère que le rôle des agent-es de la Fonction publique est déterminant pour y parvenir. Elle a fait nombre de propositions : développer la formation et l'enseignement public, notamment agricole, permettre une conversion vers l'agriculture durable ; encourager une gestion durable des ressources marines ; mettre en place une fiscalité environnementale permettant d'assurer les ressources nécessaires aux investissements publics y compris dans les territoires, inciter les acteurs économiques à modifier leur comportement...Transports, logements, eau, biodiversité, aménagement du territoire et qualité de la vie des citoyen-es… sont aussi autant de questions à poser et de transformations pour faciliter la transition écologique.

Pour une fiscalité plus juste !

La FSU est favorable à l'impôt quand il est juste et progressif car l'impôt permet un fonctionnement solidaire de notre société.

Aujourd'hui, selon l'INSEE, 10% des plus riches gagnent en moyenne, 22 fois plus que les 10% des plus pauvres. Mais l'argent des plus riches, comme les bénéfices des entreprises, n'est pas redistribué pour contribuer à la justice sociale du pays. La suppression de l'ISF et l'instauration de la flat tax par le gouvernement sont des marqueurs d'une politique fiscale anti-sociale qui favorise les plus riches.

Aucune promesse de davantage d'égalité et de justice sociale ne pourra être tenue sans l'engagement de revoir cette fiscalité permettant une répartition plus juste des richesses produites.

Si l'impôt sur le revenu est parfois rejeté par nombre de contribuables c'est parce qu'il est excessif et insuffisamment progressif.

Mais si son assiette comme sa progressivité sont revues, il reste l'outil le plus juste et le plus efficace. Contrairement aux taxes indirectes (TVA, taxes sur les produits de consommation) qui concernent de la même façon tout-es les citoyen-nes et frappent par conséquent de façon beaucoup plus brutale les plus pauvres.

C'est par la contribution collective que sont redistribuées les richesses, financés les services publics pour lutter contre les inégalités, la précarité et pour davantage de cohésion sociale.

La transition écologique appelle un débat sur la fiscalité écologique. Elle doit être juste socialement et efficace écologiquement. Alors que les entreprises les plus polluantes sont totalement exonérées de taxe carbone, il n'est pas acceptable qu'elle pèse uniquement sur les ménages et les petites entreprises.

Améliorer le niveau des retraites !

La FSU défend un scénario durable et solidaire pour un système de retraites par répartition. Elle rappelle son attachement au Code des pensions. Elle revendique une amélioration du niveau des pensions indexée sur l'évolution du salaire moyen, la prise en compte des droits familiaux et conjugaux, l'extension à des droits nouveaux (prise en compte des années d'étude, du statut des aidants)...

Il est nécessaire que la France consacre une part plus importante des richesses qu'elle produit à la redistribution envers les retraitée-es pour ne pas voir le montant de leur retraite s'écrouler. La FSU n'est pas favorable au projet de retraites par points qui va contribuer à creuser les inégalités et à paupériser une partie de la population. Il serait particulièrement défavorable aux fonctionnaires, et notamment aux enseignant-es.

La FSU n'acceptera pas de dégradation du niveau de vie des futurs retraité-es. Elle demande au gouvernement de mener un dialogue social à la hauteur des enjeux et d'ouvrir rapidement les discussions au sein de la Fonction publique.

Fonction publique

La Fonction publique et les services publics sont au cœur des débats. Et le gouvernement veut engager une réforme de l'Etat. Mais, dans sa lettre adressée à tous les français, E. Macron formule les questions en laissant clairement entendre que cette réforme visera à diminuer le périmètre de l'action publique, voire à externaliser un certain nombre de services et que tout développement de services publics se ferait au détriment des contribuables ! Réduire l'action publique c'est tourner le dos à une amélioration du fonctionnement des services publics et à leur implantation sur tout le territoire pour répondre aux besoins de la population. La FSU demande au gouvernement de suspendre ce projet de loi et d'ouvrir des discussions avec les organisations syndicales.

Pour la FSU, il est nécessaire de renforcer les services publics : Éducation, santé, emploi, justice, logement, transports…Tous ces services sont essentiels pour permettre l'égalité d'accès de toutes et tous aux droits les plus essentiels. et de permettre un accès égal sur tous les territoires.
Il n'y a pas de services aux publics, de cohésion sociale sur le territoire sans des agent-es en nombre suffisant et formés pour les assurer. Or, d'ici 2022, le gouvernement prévoit 50 000 suppressions d'emplois à l'État et 70 000 dans la Territoriale. La FSU y est totalement opposée. Cela porterait un mauvais coup aux conditions de vie des usager-es et contribuerait à dégrader les conditions de travail des agent-es publics.

Le document d'orientations gouvernementales du 9 avril dernier *Refonder le contrat social avec les agents publics* tourne le dos aux principes même du statut de la Fonction publique : recours accru au contrat à la place du recrutement par concours, individualisation des rémunérations en opposition à la reconnaissance de toutes et tous les agent-es, affaiblissement du dialogue social… Cela ne les conforte pas dans leur métier, ni dans leur engagement professionnel quotidien et dénature le sens de leurs missions

La FSU s'est adressée au gouvernement et à toutes et tous les élu-es pour leur faire part de ses inquiétudes, de ses désaccords comme de ses propositions. Vous trouverez ce document sur le site de la FSU – http://fsu.fr/Lettre-ouverte-de-la-FSU.html.

Restez informé-es !